

L'épargne nette des administrations publiques

L'épargne nette des administrations publiques correspond à la différence entre les recettes et les dépenses courantes. En d'autres termes, elle correspond au solde budgétaire déduction faite des dépenses en capital ; elle ne tient donc pas compte des dépenses d'investissement ou des transferts en capital (par ex. les transferts visant à sauver des institutions financières). De manière plus générale, l'épargne nette des administrations est associée à la « règle d'or » selon laquelle les recettes courantes des administrations devraient, en moyenne, couvrir les dépenses courantes au cours d'un cycle économique. Une épargne systématiquement négative peut être un signe de non-viabilité des finances publiques.

En 2013, l'épargne nette des pays de l'OCDE s'établissait, en moyenne, à -3.3 % du PIB, mais elle variait fortement, s'échelonnant entre -7.2 % au Japon et 12.6 % en Norvège. Même si l'épargne nette s'est redressée (elle s'établissait, en moyenne, à -6.3 % du PIB en 2009, au plus fort de la crise économique et financière internationale), elle est encore loin de sa valeur moyenne de -0.2 % en 2007. S'agissant des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, on constate qu'entre 2009 et 2014, l'épargne nette s'est dégradée en Norvège (-1.4 p.p.), en Corée (-0.9 p.p.), en Suède (-0.8 p.p.) et en Finlande (-0.7 p.p.). Il convient de préciser qu'en Corée et en Norvège, l'épargne nette reste positive (4.0 % et 10.6 % du PIB, respectivement).

L'écart entre la capacité nette/le besoin net de financement et l'épargne nette correspond au montant des dépenses en capital. Des écarts importants peuvent résulter soit de vastes programmes d'investissement, comme au Mexique, soit de transferts en capital, comme en Slovaquie et en Grèce. Le solde budgétaire de six pays, à savoir l'Allemagne, la Corée, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège et la Suisse, était excédentaire en 2013 après prise en compte des dépenses en capital. Une tendance similaire a été constatée en 2014 dans ceux de ces pays pour lesquels on dispose de données, de même qu'au Danemark et en Estonie.

Le déficit (capacité nette/besoin net de financement) des pays de l'OCDE était, en moyenne, plus négatif de 0.9 p.p. que l'épargne nette. Les écarts les plus importants entre la capacité nette/le besoin net de financement et l'épargne nette ont été enregistrés en Slovaquie (-11.5 p.p.) et en Grèce (-8.5 p.p.). Dans le cas de la Slovaquie, la différence est essentiellement imputable aux transferts nets de capital (10 % du PIB) liés au plan de restructuration du secteur bancaire lancé fin 2013 par le gouvernement slovaque, qui a donné lieu à d'importantes injections de liquidités et de titres publics. Dans le cas de la Grèce, où une tendance similaire est observée, la différence est partiellement due à la capitalisation du Fonds hellénique de stabilité financière qui a été créé en 2010 pour contribuer à la stabilité du système bancaire grec. En 2014, la situation de ces deux pays a changé radicalement, étant donné que la majeure partie de l'ajustement avait été comptabilisée en 2013. Par conséquent, la différence entre la capacité nette/le besoin net de financement et l'épargne nette s'est établie à -2.4 points de pourcentage pour la Slovaquie et à +0.9 point de pourcentage pour la Grèce. L'amélioration du solde budgétaire de cette dernière résultait de transferts en capital nets positifs ayant atteint 1.2 % du PIB en 2014.

Méthodologie et définitions

Les données sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)* ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information). L'épargne nette des administrations publiques équivaut aux recettes courantes moins les dépenses courantes, en tenant compte de l'amortissement. Dans le cas de l'épargne brute, les coûts d'amortissement n'ont pas été déduits des dépenses courantes. L'épargne brute plus les transferts en capital nets (c.à.d. les transferts en capital reçus moins les transferts en capital à verser) moins les investissements publics (à savoir la formation brute de capital et les acquisitions, moins les cessions d'actifs non financiers non produits) constitue le solde budgétaire de capacité nette/de besoin net de financement. (Pour en savoir plus sur le solde budgétaire des administrations publiques, voir la rubrique « Méthodologie et définitions » correspondant à cet indicateur). À cet égard, la capacité nette/le besoin net de financement reflète la position budgétaire après prise en compte des dépenses en capital : une capacité nette de financement, c.à.d. un excédent public, signifie que les administrations fournissent des ressources financières aux autres secteurs. À l'inverse, un besoin net de financement, ou déficit public, signifie que les administrations ont besoin de ressources financières de la part des autres secteurs pour financer une partie de leurs dépenses. Par rapport à la capacité nette/au besoin net de financement, l'épargne nette présente l'avantage d'éviter les distorsions ponctuelles liées à des transferts en capital extraordinaires pouvant être massifs. Elle permet, en outre, d'éviter de restreindre de façon excessive l'investissement public durant les périodes marquées par des programmes d'austérité et par des déficits croissants. Le graphique 2.5, relatif aux transferts en capital nets en pourcentage du PIB, est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/888933248090>.

Pour en savoir plus

OCDE (2014a), *Panorama des comptes nationaux 2014*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2014-fr.

Notes relatives aux graphiques

2.3 et 2.4 : On ne dispose pas de données pour le Chili. Les données relatives à la Colombie et à la Fédération de Russie portent sur 2012 et non 2013.

2.3 : Les données relatives à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne OCDE faute de certaines séries temporelles.

2.4 : On ne dispose pas de données pour la Turquie.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/8889332315602>

2. LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE PUBLIQUES

L'épargne nette des administrations publiques

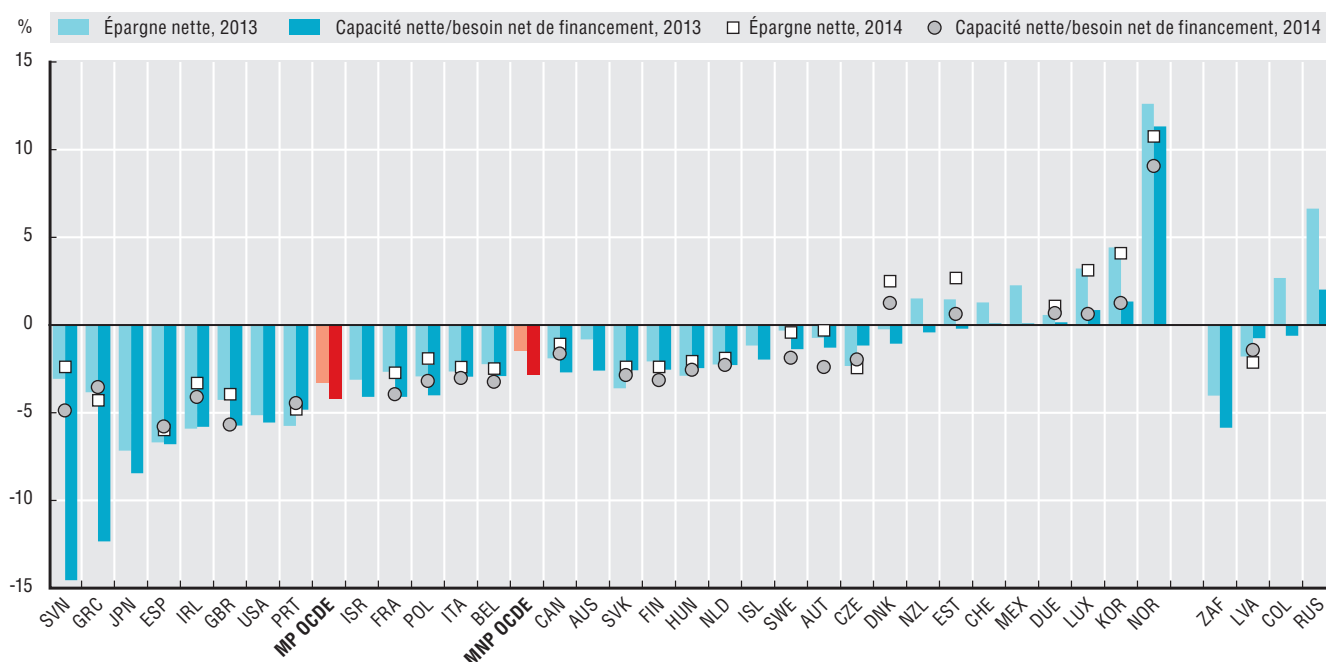
2.3. Épargne nette des administrations publiques en pourcentage du PIB (2007, 2009, 2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933346992>

2.4. Comparaison entre l'épargne nette des administrations publiques et la capacité nette/le besoin net de financement en pourcentage du PIB (2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347006>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « L'épargne nette des administrations publiques », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-8-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.